

**Arrêté préfectoral imposant des mesures d'urgence
et des mesures immédiates prises à titre conservatoire
Société IWT
Commune de Villers-Saint-Paul**

LA PRÉFÈTE DE L'OISE
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5, L. 512-20, R. 512-69 et R. 512-70 ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration, et notamment son article L. 411-2 ;

Vu le Code de justice administrative, et notamment son article R. 421-1 ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;

Vu le décret du 11 janvier 2023 portant nomination de Mme Catherine SÉGUIN, en qualité de Préfète de l'Oise ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 juillet 2008 modifiant les prescriptions réglementant le fonctionnement de la société SUEZ Eau Industrielle à Villers-Saint-Paul ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 août 2022 autorisant la société IWT (Industrial Water treatment) à reprendre l'exploitation des installations de la société SUEZ Eau Industrielle à Villers-Saint-Paul ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 octobre 2023 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire général de la Préfecture de l'Oise ;

Vu le rapport de l'Inspection de l'Environnement (spécialité Installations Classées) du 13 juin 2024 concernant l'incident survenu le 13 juin 2024 sur le site de la société IWT ;

Vu le courriel du 14 juin 2024 de l'inspection des installations classées adressé à la société IWT lui communiquant le projet d'arrêté préfectoral lui imposant des mesures d'urgence suite à l'incident du 13 juin 2024 ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant au terme du délai de 72 heures déterminé par le courriel du 14 juin 2024 ;

Considérant les points suivants :

1. Le 13 juin 2024, une fuite a été détectée sur une tuyauterie enterrée d'acide chlorhydrique exploitée par la société IWT sur son site de Villers-Saint-Paul ;
2. Cette fuite a été à l'origine d'un épandage jusqu'au chemin de halage bordant la plate-forme chimique de Villers-Saint-Paul ;
3. L'inspection menée le 13 juin 2024 par l'inspection de l'environnement a permis de constater que la fuite était maîtrisée ;
4. Il convient toutefois, avant la remise en service de la tuyauterie de contrôler qu'aucune autre zone de la tuyauterie ne présente des désordres susceptibles de conduire à une autre fuite ;
5. Ces contrôles doivent être étendus aux tuyauteries enterrées situées à proximité de la tuyauterie d'acide chlorhydrique ;
6. Une étude visant à caractériser l'étendue de la zone d'épandage d'acide chlorhydrique et les mesures de gestion prises en conséquences doit être réalisée ;
7. L'urgence de la mise en œuvre des actions correctives est incompatible avec les délais de convocation et de tenue de la commission du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques et ces dispositions peuvent de ce fait être prescrites par le préfet sans avis préalable de cette commission conformément aux dispositions de l'article L. 512-20 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : Respect des prescriptions

La société IWT, ci-après dénommée exploitant, dont le siège social est situé 1 Rue Buster Keaton 69800 Saint Priest est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour l'exploitation des installations situées rue Frédéric Kuhlman à Villers Saint Paul (60870).

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des arrêtés préfectoraux antérieurs.

ARTICLE 2 : Mesures conservatoires immédiates

L'exploitant procède, sans délai, à la mise en sécurité des installations du site affectées par la fuite d'acide chlorhydrique, en prenant les mesures appropriées : surveillance, interdiction d'accès et autres mesures spécifiques.

Les justifications liées aux mesures prises ainsi qu'à leur pertinence sont transmises à l'inspection des installations classées sous un jour à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 3 : Remise d'un rapport d'incident

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, un rapport sur l'incident survenu le 13 juin 2024 sur une tuyauterie d'acide chlorhydrique au sein de son site de Villers-Saint-Paul.

Ce rapport précise notamment :

- les circonstances de l'incident et notamment la description chronologique des faits ;
- les causes de l'incident ;

- la nature et l'extension des conséquences : quantités de produits dangereux mises en jeu ou rejetées dans l'environnement, effets sur les personnes et l'environnement ;
- les mesures éventuellement mises en œuvre pour réparer les atteintes à l'environnement ;
- les éventuelles mesures à mettre en œuvre pour la remise en service des installations concernées par l'incident et le délai de réalisation de ces mesures ;
- les mesures prises ou envisagées pour éviter un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

Ce rapport peut être complété ultérieurement et mis à jour à mesure des investigations réalisées.

ARTICLE 4 : Remise en service de la tuyauterie d'acide chlorhydrique

La remise en service de la tuyauterie d'acide chlorhydrique est conditionnée au contrôle de l'éventuelle présence de bride ou autres équipements pouvant être à l'origine d'une fuite sur la totalité de sa partie enterrée et, le cas échéant, au contrôle de l'intégrité de ces équipements.

Le résultat de ces contrôles et, le cas échéant, la description des travaux de remise en état accompagnée d'un échéancier de mise en œuvre est intégré au rapport d'incident prévu à l'article 3 du présent arrêté.

ARTICLE 5 : Autres mesures conservatoires

L'exploitant contrôle les tuyauteries enterrées situées à proximité immédiate de la tuyauterie d'acide chlorhydrique dans le but de rechercher une potentielle fuite ou équipement pouvant en générer.

Le résultat de ce contrôle et, le cas échéant, la description des travaux de remise en état accompagnée d'un échéancier de mise en œuvre est intégré au rapport d'incident prévu à l'article 3 du présent arrêté.

ARTICLE 6 : Étude environnementale

L'exploitant remet à l'inspection des installations classées une étude de l'impact sur l'environnement de l'incident. Cette étude comporte notamment :

- Un état des lieux concernant le terme source du sinistre : nature et quantité de produits et matières concernés ;
- La détermination de la zone maximale d'impact. L'exploitant justifie des moyens mis en œuvre pour déterminer l'étendue de cette zone ;
- Au vu des résultats, l'exploitant propose des mesures de gestion adaptées, accompagnées d'un échéancier de mise en œuvre.

Ces éléments sont intégrés au rapport d'incident prévu à l'article 3 du présent arrêté.

Les mesures de gestion proposées sont mises en œuvre selon l'échéancier transmis.

ARTICLE 7 – Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 2 à 5 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu aux mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de la société IWT les sanctions prévues par les dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

ARTICLE 8 : Voies et délais de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 Amiens, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

La préfète peut procéder à la publication du présent arrêté sur le site internet des services de l'État dans le département, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans. Elle informe préalablement la personne sanctionnée de la mesure de publication envisagée lors de la procédure contradictoire.

ARTICLE 9 : Publicité

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Villers-Saint-Paul pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Villers-Saint-Paul fait connaître, par procès verbal adressé à la préfète de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins deux mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » à la rubrique « Les installations classées », au titre du mois de signature concerné, à savoir :

<https://www.oise.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Les-installations-classees/Par-arretes>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

ARTICLE 10 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le Sous-préfet de Senlis, le maire de Villers-Saint-Paul, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France et l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le 19 JUIN 2024

Pour la préfète et par délégation,
Le Secrétaire Général

Fredéric BOVET

Destinataires :

Société IWT

Madame le Sous-préfet de Senlis

Monsieur le Maire de Villers-Saint-Paul

Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région
Hauts de France

Monsieur l'inspecteur de l'environnement s/c de Monsieur le Chef de l'unité départementale Oise
de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-
de-France

